



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 27 – Du 9 au 15 juillet 2021

En bref

Afghanistan : L'accord commercial avec le Pakistan étendu pour 6 mois. Appel des Nations unies à fournir une aide humanitaire de plus d'1 Mds USD. Le gouvernement cesse d'approvisionner le budget dédié au développement.

Bangladesh : Accès aux marchés financiers pour les institutions de microfinance. Réglementation par la Banque centrale du commerce électronique.

Bhoutan : Développement des paiements au moyen d'un code QR.

Inde : *Indicateurs macro-économiques* : Inflation de 6,26 % pour le mois de juin. L'indice de production industrielle (IIP) en hausse de 29,3 % en mai. L'activité économique au niveau pré-deuxième vague selon Nomura. S&P réaffirme la notation souveraine BBB-. *Finances publiques* : Collecte de taxes nettes en hausse de 92 % au premier trimestre 2021/22. La cession des actifs de la LIC approuvée. *Secteur bancaire* : Légère appréciation des taux des obligations à 10 ans. Hausse du coût de l'emprunt pour les Etats fédérés et de la titrisation des actifs des institutions financières non bancaires (NBFC, T1 2021/22). Doublement des prêts restructurés des NBFC d'ici mars 2022. *Autres informations* : Premier dialogue financier avec le Royaume-Uni. Les entreprises indiennes les plus pessimistes au monde selon l'IHS Markit

Maldives : Prêt de 15 M KWD du Koweït pour la modernisation de l'aéroport de Malé

Népal : Accès autorisé des marchandises népalaises aux ports de Calcutta et Haldia. Verdict de la Cour Suprême et révision du budget 2021/22 en perspective.

Pakistan : Les transferts des travailleurs expatriés à 29,4 Mds USD en 2020/21. Progression des dépôts et investissements en 2020/21. À 18,2 Mds USD, les réserves de change au plus haut depuis janvier 2017. Production industrielle en hausse de 14,6 % sur les onze premiers mois de 2020/21. Premiers pas vers la signature d'un accord commercial entre le Pakistan à l'Ouzbékistan

Sri Lanka : Croissance du PIB à +4,3 % pour le premier trimestre 2021. Très faibles arrivées touristiques au 1er semestre 2021. Financement de 150 M USD apporté par les Etats-Unis à la banque DFCC.

Afghanistan

L'accord commercial avec le Pakistan étendu pour 6 mois

L'Afghanistan et le Pakistan ont signé la prolongation de leur accord commercial. 95% des problèmes de commerce et de transit entre les deux pays auraient été résolus à cette occasion. Seule persiste a priori la problématique du refus pakistanais d'importer des produits indiens à destination de l'Afghanistan. Le Pakistan a par ailleurs accueilli positivement la proposition afghane de tenir la 9^{ème} réunion de l'*Afghanistan - Pakistan Transit Trade Coordination Authority* à Kaboul en août.

Appel des Nations unies à fournir une aide humanitaire de plus d'1 Mds USD

Le gouvernement afghan et les Nations unies ont estimé que l'Afghanistan avait besoin d'une aide humanitaire de 953 M USD ainsi que de 450 M USD pour des programmes de développement. Selon eux, près de 18 M d'Afghans requièrent une aide humanitaire en raison des conflits, de la pandémie de Covid-19 et de la sécheresse.

Le gouvernement cesse d'approvisionner le budget dédié au développement

Le gouvernement a décidé de suspendre les projets « optionnels » compte tenu de la diminution des recettes et de la hausse des dépenses consacrées aux forces de sécurité. Les projets « optionnels » sont pilotés par le gouvernement mais financés par les donateurs. Les recettes publiques ont chuté alors que six bureaux de douanes sont tombés aux mains des Talibans ces dernières semaines. Le budget des projets optionnels était de 1,1 Mds USD.

Bangladesh

Accès aux marchés financiers pour les institutions de microfinance

L'accès aux marchés financiers des institutions de microfinance, certes encore très restreint, vient cependant de s'ouvrir. Attendue depuis dix ans, la normalisation des conditions d'accès est devenue effective depuis la publication, le 22 juin 2021, d'une directive de la *Microcredit Regulatory Authority*. Ce texte va permettre aux principales institutions de mobiliser des ressources via des émissions obligataires. A fin juin, quatre dossiers avaient été déposés, pour une collecte globale attendue de 180 M EUR. La fondation [Sajida](#) a obtenu, en avril dernier, le feu vert du régulateur boursier pour émettre pour la 1^{ère} fois des obligations « vertes » pour 1 Md BDT (10 M EUR). Le produit de la vente sera largement utilisé pour financer des microcrédits.

En juin 2021, la *Microcredit Regulatory Authority* a validé, au moyen d'une circulaire, les conditions d'entrée sur le marché financier. S'agissant des émissions obligataires, l'accord de la *Bangladesh Securities and Exchange Commission* (BSEC) est nécessaire. Outre la fondation Sajida, trois autres ONG ont déposé une demande d'émission d'obligations zéro-coupon (*non-convertible redeemable zero-coupon bond*), avec une échéance entre 2 et 5 ans : BRAC pour 16,5 Mds BDT (165 M EUR), TMSS, n°4 du secteur, pour 2 Mds BDT et BURO Bangladesh (3^{ème} IMF), pour 1,5 Mds BDT.

Pour éviter les abus, la MRA a encadré rigoureusement les conditions d'entrée : les IMF candidates doivent avoir un encours de crédit minimum de 10 Mds BDT (100 M EUR), un réseau de 200 agences, un taux de recouvrement minimum des prêts de 90 %, un niveau de prêts non performants inférieur à 10 %, un ratio minimum d'adéquation du capital (CRAR) d'un taux de 15 %, les émissions ne doivent pas dépasser 40 % de leur capital libéré, etc.

Au final, une douzaine d'institutions sont potentiellement éligibles (sur la base des données 2019, 15 seulement répondent au critère de taille du réseau, 8 aux encours de crédit, etc.), sur un marché très concentré, où les dix premières représentent les deux-tiers des décaissements.

Réglementation par la Banque centrale du commerce électronique

La pandémie de Covid-19 et les mesures de confinement prises depuis avril 2020 ont dopé les ventes directes via les plateformes électroniques, générant la création de nombreux emplois. L'interprofession *E-Commerce Association of Bangladesh* (e-CAB) évaluait les ventes à 160 Mds BDT (1,6 Mds EUR), entre mars 2020 (début de la pandémie) et octobre 2020, avec une progression annuelle de 80 % sur 2019. Une tendance similaire est apparue avec les ventes de particuliers à particuliers via Facebook (F-commerce). On rappellera que, selon *Statista*, le Bangladesh se situe au 10^{ème} rang mondial, avec 41 M d'utilisateurs de *Facebook*.

Le commerce électronique s'est très fortement développé depuis quelques années, mais sans véritable contrôle réglementaire, ce qui a conduit à de multiples abus (absence de livraison, non-remboursement, etc.). Aujourd'hui, un certain nombre de plateformes et d'enseignes électroniques sont très exposées ; la plus connue, *EVALY*, avait le 14 mars dernier un passif auprès de ses fournisseurs et clients (produits payés en attente de livraison) estimé par la Banque centrale à 4 Mds BDT (40 M EUR) contre des actifs d'à peine 6,5 M EUR. Le 24 juin dernier, *BRAC BANK* a annoncé ne plus honorer les paiements par carte bancaire auprès d'une dizaine d'enseignes. Elle a été aussitôt suivie par d'autres banques.

L'e-CAB incite les pouvoirs publics à réglementer ce secteur depuis plus d'un an, notamment par la mise en place d'un compte séquestre (*escrow account*), actuellement inexistant dans le pays et qui garantit le remboursement au client en cas de défaillance du prestataire.

La Banque centrale a publié une directive par laquelle sont désormais réglementés de manière précise les délais de livraison, de remboursement et les prépaiements intégraux, qui devront obligatoirement passer par son compte séquestre. A terme, la profession veut réduire le paiement en espèces à la livraison, pour encourager les paiements par carte bancaire ou mobiles.

Enfin, une réglementation est en préparation pour encadrer le F-Commerce, afin de fiscaliser les plateformes les plus actives (près de 50 000 F-entrepreneurs sont recensés par l'e-Cab, contre 1 500 entreprises de commerce en ligne). Celles qui réalisent des ventes annuelles supérieures à 500 000 BDT (50 000 EUR) vont s'enregistrer comme commerçant. La logistique et le transport représentent des gisements conséquents d'emplois dans un secteur encore balbutiant il y a quelques années.

Bhoutan

Développement des paiements au moyen de code QR

La branche internationale de la *National Payment Corporation of India* (NPCI) et la Banque centrale bhoutanaise (RMA) se sont associées pour développer le système de paiement par code QR (*BHIM UPI QR-code based*) au Bhoutan via le *Bharat Interface for Money* (BHIM). Le système BHIM devrait ainsi permettre des transactions facilitées entre les citoyens indiens et bhoutanais, améliorer la transparence des transactions et réduire les coûts de transaction. Le paiement par QR-code s'est largement développé au Bhoutan avec la pandémie et on dénombre désormais 356 157 utilisateurs de « QR-code », à partir d'un compte enregistré dans le pays, pour un total de 780 000 habitants.

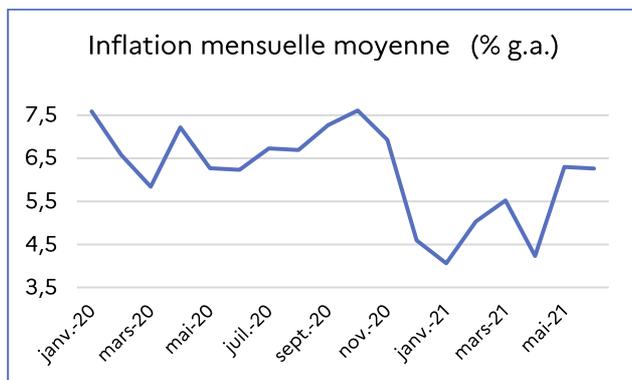
Inde

Indicateurs macro-économiques

Inflation de 6,26 % pour le mois de juin

En juin, l'inflation diminue certes légèrement à 6,26 % contre 6,3 % en mai, mais demeure au-delà de la limite de tolérance haute de la cible d'inflation de la Banque centrale (RBI) (4% +/-2%), et ce, pour le deuxième mois consécutif. L'inflation est tirée par les prix alimentaires, toujours en hausse avec 5,6 % en juin contre 5 % en mai, ainsi que par la hausse du carburant à

12,7 % en juin après 11,9 % en mai. Cela induit d'importantes pressions sur les consommateurs pauvres et les classes moyennes déjà affectés par la pandémie. Une étude récente de la *State Bank of India* a par ailleurs montré que la hausse des prix du carburant entraînait une diminution des dépenses de santé des ménages. L'inflation des prix de gros est quant à elle toujours très élevée, à 12,1 % en juin, après le record de 12,9 % de mai, en partie en raison d'un effet de base faible et de la hausse des prix de gros des matières premières (18,9 % en juin et 18,4 % en mai).



L'indice de production industrielle (IIP) en hausse de 29,3 % en mai

Après une hausse (en glissement annuel) à trois chiffres observée en avril : 134,6 %, l'IIP ralentit en mai à 29,3 %, comparable à la performance de mars (24,1 %) et bien meilleur que la chute de 33,4 % observée un an plus tôt. Ces chiffres s'expliquent par un effet de base très faible en avril-mai 2020 en raison du confinement. En glissement mensuel, l'IIP diminue de 8 % en mai après -12,9 % en avril. On observe donc en mai un ralentissement de l'activité moins prononcé qu'en avril.

Par secteur, l'activité minière est la seule à être en croissance en g. m. (+0,6 %) contre -9,5 % pour l'industrie manufacturière et -7 % pour la production d'électricité. Tandis qu'en glissement annuel, les trois secteurs sont en expansion. Pour ce qui est de la production des biens, l'IIP est en hausse en glissement annuel sur tous les secteurs, mais en diminution en glissement mensuel, en particulier pour les biens durables (-27,7 %).

Secteurs	% g.a.		% g.m.	
	avril	mai	avril	mai
IIP	134,6	29,3	-13	-8
Mines	36	23	-22	1
Manufacture	198	35	-13	-10
Electricité	39	8	-3	-7
Biens				
Primaires	37	16	-13	-3
De capital	1043	85	-24	-18
Intermédiaires	212	55	-11	-7
D'infrastructures	596	47	-15	-8
Durables	1880	98	-13	-28
Non-durables	95	1	-11	-4

L'activité économique au niveau pré-deuxième vague selon Nomura

L'indice *Nomura India Business Redemption Index* (NIBRI) atteint mi-juillet 95,7 %, soit 4,3 points de pourcentage en dessous de la situation d'avant la deuxième vague de contaminations au Covid-19 et les confinements régionaux.

S&P réaffirme la notation souveraine BBB-

L'agence de notation a maintenu la note de BBB- avec des perspectives stables concernant la reprise de l'économie indienne. Mais *S&P Global Ratings* a souligné la faiblesse de la politique fiscale et le déficit budgétaire élevé. L'agence anticipe une croissance de 9,5 % pour 2021/22 compte tenu de la reprise de l'activité et de la poursuite de la vaccination. Le maintien de cette notation sonne comme un soulagement dans un contexte où la dette publique devrait dépasser les 90 % du PIB.

Finances publiques

Collecte de taxes nettes en hausse de 92 % au premier trimestre 2021/22

En raison d'un effet de base faible (confinement de 2020) et de la reprise économique, la collecte de taxes nettes a connu une hausse significative de 92 % entre avril et juin 2021 pour atteindre 2 400 Mds INR (32,2 Mds USD). La collecte du

premier trimestre couvre 22 % de la cible annuelle de 11100 Mds INR (149 Mds USD). Comparée à la période pré pandémie, la collecte du premier trimestre est 43 % supérieure à celle du T1 2019/20.

La cession des actifs de la LIC approuvée

La cession des actifs gouvernementaux de la *Life Insurance Corporation of India* (LIC) a été approuvée par le cabinet de l'Union et un panel dirigé par la ministre des Finances sera chargé de déterminer le nombre de parts cédées. Pour rappel, le gouvernement table sur d'importants désinvestissements pour financer ses dépenses en 2021/22, parmi lesquels la privatisation de la LIC. Il espère rassembler au total 1750 Mds INR, soit 24 Mds USD.

Secteur bancaire

Légère appréciation des taux des obligations à 10 ans

La Banque centrale (RBI) a annoncé un taux des obligations à dix ans à 6,10 % et fait ainsi montre d'une légère tolérance, alors qu'elle s'attachait à le garder inférieur à 6 % depuis des mois. Cela peut s'expliquer par sa volonté de lutter contre la hausse de l'inflation, priorité rappelée lors de chaque Comité de politique monétaire. Ainsi la RBI a annoncé le 9 juillet la vente de 140 Mds INR (1,9 Mds USD) d'obligations à 10 ans à 6,1 %, 30 Mds INR d'obligations à deux ans (2023) à 4,3 % et 90 Mds INR d'obligations à 40 ans à 7,18 %.

Hausse du coût de l'emprunt pour les Etats fédérés

Selon *Care Ratings*, les taux d'intérêts pour les obligations des Etats fédérés atteignent 6,99 % en moyenne pour la mi-juillet. Ils ont augmenté de 7 point de base par rapport à la semaine passée, de 24 pnb par rapport à mi-juin et 43 pnb depuis la première émission d'obligation d'Etat le 8 avril 2021. La hausse des taux serait imputable à l'augmentation des dépenses publiques ainsi qu'à la poursuite de l'inflation, qui conduit la RBI à laisser les taux s'apprécier.

Hausse de la titrisation des actifs des NBFC au T1 2021/22

Selon l'ICRA (Moody's) la titrisation des actifs des institutions financières non bancaires (NBFC) a été multipliée par 2,3 (175 Mds INR) au T1 2021/22. Un an plus tôt le volume de titrisation avait chuté à 7,5 Mds INR en raison du premier confinement. L'agence anticipe un volume de 1200 Mds INR pour 2021/22 (dans un cas hypothétique de non résurgence de la pandémie).

Doublement des prêts restructurés des NBFC d'ici mars 2022

Selon l'ICRA les prêts restructurés des institutions financières non bancaires devraient passer de 1,6 % en mars 2021 à 3,3 % en mars 2022, compte tenu de l'impact de la seconde vague de la pandémie. L'agence de notation anticipe un taux de prêts restructurés à 4,1-4,3 % en mars 2022 (contre 2,2 % en mars 2021).

Autres informations

Premier dialogue financier avec le Royaume-Uni

L'Inde et le Royaume-Uni ont ouvert le premier *Financial Markets Dialogue* le 8 juillet dernier. Les discussions ont porté sur quatre thèmes : la *Gujarat International Finance Tec-City* (GIFT City), la banque et les paiements, les assurances ainsi que les marchés financiers. Les deux parties se sont entendues sur le large potentiel que représente l'approfondissement de la coopération bilatérale et se sont engagées à poursuivre le dialogue.

Les entreprises indiennes les plus pessimistes au monde selon l'IHS Markit

Selon le dernier *India Business Outlook* de l'IHS Markit en juin, les entreprises indiennes sont pessimistes à propos de la reprise et des futurs profits. Elles sont plus nombreuses à anticiper une réduction de leurs profits qu'une augmentation dans les 12 prochains mois et le résultat de l'enquête pour l'Inde est le plus faible parmi les pays étudiés. Par ailleurs les entreprises indiennes qui opèrent dans le secteur des

services sont plus pessimistes que celles du segment des biens.

Maldives

Prêt de 15 M KWD du Koweït pour la modernisation de l'aéroport de Malé

Le ministre des Finances maldivien, Ibrahim Ameer, et un représentant du Fonds koweïtien pour développement (KFAED) ont signé un accord qui porte sur un prêt de 15 M KWD (environ 50 M USD). Ce prêt de Koweït contribuera à financer l'extension et la modernisation de l'aéroport international Velana (VIA), principal aéroport de l'archipel et situé près de Malé, la capitale du pays.

Népal

Accès autorisé des marchandises népalaises aux ports de Calcutta et Haldia

Le Népal et l'Inde sont parvenus à un accord sur le sujet des transports de marchandises népalaises via les chemins de fer indiens. La *Nepal Railway Company* aura désormais accès aux rails indiens pour acheminer des marchandises jusqu'aux ports de Calcutta et de Haldia, puis à destination de pays tiers. Le Népal pourra également utiliser les chemins de fer indiens pour acheminer des marchandises en provenance de pays tiers. La libéralisation des chemins de fers entre les deux pays permettra de réduire les coûts de transport. Cela s'inscrit dans les efforts de l'Inde pour promouvoir la connectivité, dans le cadre de la *Neighbour First policy*.

Verdict de la Cour Suprême et révision du budget 2021/22 en perspective

Le budget 2021/22 (mi-juillet à mi-juin) avait été adopté par ordonnance après la suspension du Parlement. Or la Cour Suprême a estimé que l'adoption de ce budget contrevenait au système de gouvernance représentative et a déclaré que le gouvernement nouvellement élu était libre de reprendre ce budget ou de le réviser. C'est ainsi que le nouveau ministre des Finances, Janardan

Sharma, a annoncé la prochaine révision du budget pour 2021/22 selon les besoins et la vision du nouvel exécutif. Le ministre a d'ores et déjà indiqué que 5 Mds NPR (41,7 M USD) seraient consacrés à l'achat de vaccins anti-Covid.

Pakistan

Les transferts des travailleurs expatriés à 29,4 Mds USD en 2020/21

Selon les données de la Banque centrale (*State Bank of Pakistan*), les transferts des travailleurs expatriés ont atteint leur plus haut historique au cours de l'exercice budgétaire 2020/21 (juil.-juin), à hauteur de 29,4 Mds USD, soit une augmentation de 27 % en g.a. (23,1 Mds USD en 2019/20). Entre les exercices 2019/20 et 2020/21, les hausses les plus significatives sont celles des transferts depuis les pays occidentaux. Le volume des transferts depuis le Royaume-Uni a crû de 58,3 % pour atteindre 4,1 Mds USD, tandis que ceux en provenance des États-Unis traduisent une hausse de 58 % (2,8 Mds USD). À hauteur de 2,7 Mds USD, les transferts depuis l'Union Européenne ont quant à eux augmenté de 52,3 %. En termes de volume, ce sont les transferts des travailleurs expatriés dans les États arabes du Golfe, qui continuent de constituer la majeure partie des transferts. Les transferts en provenance d'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis atteignent 7,7 Mds USD et 6,1 Mds USD sur la période, pour des hausses respectives de 15,9 % et 8,9 %. En provenance des quatre autres États membres du Conseil de coopération du Golfe, le volume de ces transferts s'est accru de 13,7 % à 3,3 Mds USD.

Progression des dépôts et investissements en 2020/21

Fidèles à la trajectoire empruntée par le secteur depuis plusieurs années et à la faveur d'une reprise économique post-Covid, les dépôts et les investissements du secteur bancaire sont en croissance. En raison de l'augmentation des transferts de travailleurs expatriés, les dépôts connaissent sur l'exercice budgétaire 2020/21 leur croissance la plus élevée depuis 2006, 22 %. Cette hausse s'est traduite par une augmen-

tation de 29 % du volume des investissements des banques pakistanaises par rapport à 2019/20, pour atteindre 86 Mds USD. Par conséquent, le ratio investissements/dépôts est passé de 66 % en juin 2020 à 69 % en juin 2021.

À 18,2 Mds USD, les réserves de change au plus haut depuis janvier 2017

Suite à la réception d'1 Md USD émis via un Eurobonds, et à la faveur d'un compte courant équilibré grâce à la hausse des transferts de travailleurs expatriés, la Banque centrale totalise 18,2 Mds de réserves de change. Pour rappel, l'émission de cette obligation d'1 Md USD faisait suite aux 2,5 Mds USD d'Eurobonds levés en mars et sursouscrits à hauteur de 5,3 Mds USD. En nette amélioration, le taux de couverture des importations atteint désormais 3,9 mois.

Production industrielle en hausse de 14,6 % sur les onze premiers mois de 2020/21

Selon les données publiées par le *Pakistan Bureau of Statistics*, l'indice de production industrielle des onze premiers mois de l'exercice budgétaire 2020/21 s'est accru de 19 points, soit une augmentation de 14,6 % de la production en comparaison des onze premiers mois de l'exercice budgétaire 2019/20 en g.a. Parmi les quinze sous-secteurs répertoriés, dix ont vu leur production progresser sur la période, parmi lesquels le secteur automobile (47,8 %), textile (15,6 %), pharmaceutique (12,2 %), ou encore chimique (18,8 %). A contrario, la production des secteurs de l'électronique (-5,8 %), de celui du cuir (-29,1 %) ou des produits issus de l'ingénierie (-15,6 %) ont régressé. À noter qu'en glissement mensuel, l'indice LSM (*Large Scale Manufacturing*) a toutefois diminué de 3,9 %. Le mois de mai est le quatrième mois consécutif de tendance à la baisse en glissement mensuel, en raison de la troisième vague de la pandémie de Covid-19 au Pakistan.

Premiers pas vers la signature d'un accord commercial entre le Pakistan à l'Ouzbékistan

Dans le cadre de la tenue de la 6^{ème} réunion intergouvernementale entre le Pakistan et l'Ouzbékistan à Tachkent le 14 juillet, le Premier ministre pakistanais a réitéré son ambition de

renforcer la coopération avec l'Ouzbékistan dans tous les domaines. Suivie du « *Pakistan-Uzbekistan: Silk Route Reconnect* » les 15 et 16 juillet, cette visite est à dominante économique et vise la signature d'un accord de commerce bilatéral dont le périmètre et le contenu sont actuellement négociés à travers un ensemble de 16 comités mixtes. L'objectif principal dudit accord est de permettre aux deux pays de renforcer leurs liens, d'ouvrir l'Asie centrale aux exportations pakistanaises, ainsi que de permettre à l'Ouzbékistan d'augmenter sa connectivité grâce à une amélioration de son accès aux ports du Pakistan sur l'océan Indien. Selon un communiqué publié conjointement, cet accord s'intitulera : « *Agreement between Uzbekistan and Pakistan on Transit Trade* » (AUPTT) et verra son application supervisée par la création d'un comité de coordination.

Sri Lanka

Croissance du PIB à +4,3 % pour le premier trimestre 2021

Selon le Département des Statistiques, le PIB sri lankais a cru de 4,3 % au T1 2021 par rapport à la période correspondante en 2020. Il s'agit d'une hausse marquée en comparaison à la croissance négative du PIB enregistrée au T1 2020 (-1,8 %) et sur l'ensemble de l'année 2020 (-3,6%). Le secteur des services enregistre une hausse de sa valeur ajoutée de +3 % au T1 2021 en glissement annuel, et demeure le principal moteur de l'économie avec 57,4 % du PIB. Les services de télécommunications, informatiques et financiers ont été très dynamiques. A l'inverse, le secteur de l'hébergement et de la restauration s'est effondré (-32 %) du fait de l'impact de la pandémie sur le tourisme. L'agriculture (7,8 % du PIB) a augmenté au T1 2021 de 6,1 % en g.a, notamment grâce à la hausse de la culture du thé et des céréales, celle du riz a également baissé. L'industrie (29,2 % du PIB) a eu une croissance positive de 5,5 % au T1 2021 en g.a, dynamisée par l'expansion de l'industrie manufacturière (+6,8 %). Le secteur de la construction a cru de 3,4 %. Enfin, les impôts – hors subventions – ont contribué à hauteur de 5,7 % du PIB.

Très faibles arrivées touristiques au cours du 1^{er} semestre 2021

Le nombre de touristes qui ont visité le pays au cours des six premiers mois de l'année s'est élevé à 16 908, soit une chute de -97 % en glissement annuel. Sur la période considérée, le Kazakhstan a été le premier pourvoyeur de touristes avec 19% du total, devant l'Ukraine (16 %) et l'Allemagne (9 %). La France se classe en 7^{ème} position, avec 881 touristes (5 % des arrivées, en diminution de 96 %).

Les recettes touristiques se sont effondrées à 22,7 M USD au premier semestre selon la Banque centrale, soit une chute de -97 % en g.a. Le secteur du tourisme a été évidemment très affecté par la pandémie de Covid-19. Pour rappel, il avait été dénombré 1,9 M de touristes en 2019 pour 3,6 Mds de recettes.

Financement de 150 M USD apporté par les Etats-Unis à la banque DFCC

L'*US International Development Finance Corporation* (DFC), institution financière du gouvernement américain spécialisée dans le financement de projets de développement portés par le secteur privé, a annoncé un prêt de 150 M USD à la banque locale DFCC. Cette ligne de crédit vise à permettre à la DFCC Bank d'accroître ses financements aux PME, notamment celles détenues ou gérées par des femmes. Ce prêt est le plus important effectué à Sri Lanka par la DFC à ce jour et fait suite à une ligne de crédit de 75 M USD de l'institution américaine à la banque sri lankaise NDB.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC	-	C	B
Maldives	B3	Négative	-	-	CCC	-	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi
Avec le concours des Services économiques du Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka

Pour s'abonner :
Crédits photo :

patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr
© DG Trésor